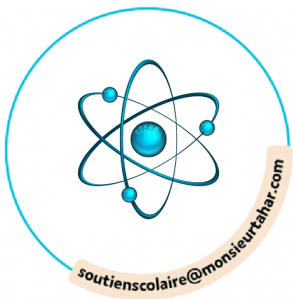


SES



CHAPITRE 5



Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Initiée par le traité de Rome en 1957 qui fonde la Communauté économique européenne, l'Union européenne présente une expérience unique d'approfondissement de l'intégration économique entre des pays.

A L'intégration européenne et ses effets

1. Quelles sont les caractéristiques de l'intégration européenne ?

■ **Après la Seconde Guerre mondiale, le projet des fondateurs de l'Union européenne est d'en finir avec la guerre en créant une interdépendance entre les pays via une intégration économique.** Celle-ci passe d'abord par la libéralisation des échanges de biens entre les pays en créant une zone de libre-échange et une union douanière, réalisées en 1968. Dans un second temps, avec l'Acte unique (1986), la liberté des échanges s'étend aux services, puis aux capitaux et aux personnes, faisant de la zone un véritable **marché unique**. Aujourd'hui, environ deux tiers des exportations des pays de l'UE ont ainsi pour destination un pays de l'UE.

■ **Pour favoriser encore davantage ces échanges, les pays membres de l'Union européenne ont souhaité réaliser une union monétaire.** Initiée par le traité de Maastricht (1992), elle aboutit à la création d'une monnaie unique en 1999, l'euro. La **zone euro** regroupe aujourd'hui 19 pays sur les 27 de l'Union européenne, les autres pays ayant vocation à l'intégrer, sauf disposition particulière.

2. L'intégration européenne est-elle source de croissance économique ?

■ **L'intégration économique dans l'Union européenne a favorisé la croissance en développant fortement les échanges entre pays membres.** Les pays ont pu bénéficier des gains à l'échange, chaque pays se spécialisant dans les domaines où il bénéficie d'avantages comparatifs (voir Chapitre 2), ce qui renforce la productivité et donc la croissance économique de la zone. Les entreprises ont également bénéficié de marchés plus étendus grâce à l'élargissement de l'UE (passée de 6 pays à 28, puis 27). Enfin, les marchés plus concurrentiels ont créé des incitations à innover.

■ **Cependant, le rattrapage des pays d'Europe de l'Est s'est interrompu depuis la crise des subprimes en 2008.** La fragmentation des chaînes de production bénéficie aux multinationales sans augmenter les salaires dans les pays plus pauvres où sont localisés leurs sous-traitants. **Par ailleurs, l'intégration économique s'est également accompagnée d'une divergence des situations entre pays**, qui s'est manifestée lors de la crise qui a frappé des pays d'Europe du Sud en 2009-2012 (Grèce, Italie, Espagne, Portugal).

3. La politique de la concurrence est-elle efficace dans l'Union européenne ?

■ **Pour favoriser l'intégration économique, la politique européenne de la concurrence favorise une concurrence « libre et non faussée » au sein de l'Union européenne.** Elle sanctionne les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), contrôle les fusions ou rachats d'entreprises, et régule les aides d'État, afin que les consommateurs bénéficient de prix attractifs.

■ **Cependant, cette politique stricte est parfois accusée de nuire au développement des entreprises européennes.** En effet, d'autres grands pays partenaires comme les États-Unis et la Chine pratiquent une politique plus souple qui permet l'apparition de multinationales en **position dominante**

NOTIONS

Intégration économique

Développement des interdépendances entre des pays, par le développement des échanges et la mise en œuvre de politiques communes ou harmonisées. L'intégration économique peut prendre plusieurs formes : zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique ou union monétaire.

Marché unique

Espace sans frontières dans lequel les marchandises, les services, les capitaux et les personnes circulent librement.

Zone euro

Ensemble constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale.

Croissance économique

Voir Chapitre 1 p. 16.

Politique européenne de la concurrence

Ensemble de principes et de mesures qui visent à favoriser une concurrence libre et non faussée entre les entreprises. Elle régule notamment les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), les fusions, et les aides d'État. Dans l'UE, elle est une compétence exclusive au niveau européen dont la mise en œuvre revient à la Commission européenne, assistée des autorités nationales dans chaque pays.

Banque centrale

Voir Lexique p. 400.

Politique monétaire

Action régulatrice de la banque centrale pour garantir la stabilité de la monnaie, c'est-à-dire sa liquidité (prêt de monnaie centrale aux banques) et sa valeur (inflation faible). Elle a aussi des effets sur la demande et la croissance.

Politique budgétaire

Ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et visant directement à agir sur la conjoncture économique.




sur les marchés, notamment dans le secteur du numérique. Par ailleurs, la promotion de la concurrence est parfois accusée de remettre en question les services publics, alors qu'ils génèrent des externalités positives ou réduisent les externalités négatives (les transports en commun).

B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

4. Comment la Banque centrale européenne mène-t-elle la politique monétaire ?

■ Dans la zone euro, la politique monétaire est conduite par la Banque centrale européenne. Son objectif principal est la stabilité des prix, c'est-à-dire une inflation inférieure à 2 % par an, mais proche de ce seuil. Le but est donc à la fois d'éviter une inflation élevée, mais aussi la déflation, car une baisse générale des prix peut plonger l'économie dans la dépression.

■ Pour réaliser cet objectif, la BCE fixe des taux d'intérêt directeurs qui influencent le taux d'intérêt auquel les banques se prêtent pour des durées très courtes (court terme). Ainsi, avec retard par rapport à la FED aux États-Unis, la BCE a baissé ses taux d'intérêt directeurs depuis fin 2008 dans le contexte de la crise des *subprimes* puis de la zone euro. Cela permet aux banques de prêter à leurs clients à des taux plus faibles, donc de soutenir la demande. Cependant, les effets sur les prix et la croissance sont très inégaux selon les pays.  Schéma 1

1 Les effets d'une politique d'assouplissement monétaire

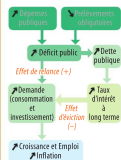


5. Comment les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ?

■ Au sein de l'Union européenne et de la zone euro, les politiques budgétaires demeurent des éléments de souveraineté nationale et agissent sur la conjoncture de chaque pays. Le budget des institutions de l'UE est très faible (moins de 1 % du PIB de la zone). Dans chaque pays, le budget des administrations publiques agit sur la conjoncture : relance en période de récession, et rigueur en période d'expansion.

■ Cependant, ces politiques budgétaires nationales ont des effets sur les économies de tous les autres pays de la zone. En effet, la relance pratiquée par un pays bénéficie aussi aux autres pays en augmentant leurs exportations. Mais elle peut aussi augmenter le niveau de l'inflation dans la zone, obligeant à une politique monétaire restrictive qui est néfaste pour tous. En conséquence, des règles européennes encadrent les politiques budgétaires nationales, avec en particulier la double obligation de maintenir le déficit et la dette publique respectivement au-dessous de 3 et 60 % du PIB.  Schéma 2  Rapport de 2011 Politique budgétaire, p. 413

2 Les effets d'une politique budgétaire de relance



6. Quelles sont les difficultés de coordination des politiques conjoncturelles dans la zone euro ?

■ Dans la zone euro, les politiques conjoncturelles souffrent de défauts de coordination. Les règles budgétaires n'ont pas permis d'éviter la crise des dettes souveraines dans la zone euro (2009-2012). Elles ont favorisé des politiques budgétaires d'austérité en période de récession, d'où un décalage important de croissance par rapport à d'autres pays. En l'absence de budget européen, seule la politique monétaire de la BCE a pu jouer un rôle de stabilisation, alors même que ce n'est pas son objectif prioritaire.

■ Par ailleurs, les règles budgétaires privent les États membres de la zone euro du seul moyen de faire face à des chocs asymétriques, puisque la dévaluation de la monnaie est impossible. Or, la crise grecque à partir de 2009 a montré que le risque de défaut de remboursement de la dette d'un des États peut remettre en question sa participation à la zone euro.

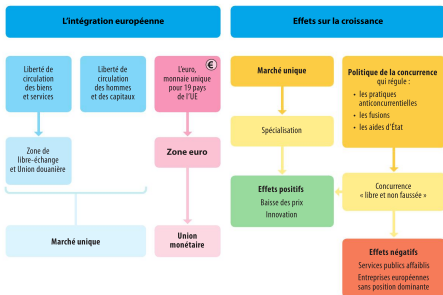
NOTIONS

Défaut de coordination des politiques conjoncturelles
Manque de cohérence entre la politique monétaire, définie par la BCE dans la zone euro, et les politiques budgétaires, définies au niveau de chaque pays mais encadrées par des règles (traités).

Choc asymétrique
Perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire. Il s'oppose ainsi à un choc économique symétrique qui toucherait plusieurs pays et/ou plusieurs secteurs économiques.



A L'intégration européenne et ses effets



B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

